

Ambassade de France en Irak  
Service économique de Bagdad

## IRAK

# BESOIN STRATÉGIQUE DE DIVERSIFICATION DES VOIES D'EXPORTATION DE PÉTROLE

La fermeture du détroit d'Ormuz, par où transitent en temps normal 95% des exportations de pétrole de l'Irak, a provoqué l'effondrement de la production de pétrole de l'Irak, faute d'alternatives significatives d'exportation. La diversification des infrastructures d'exportation de pétrole apparaît comme une nécessité stratégique. Plusieurs projets de construction d'oléoducs sont présentés comme des priorités. Le financement, la construction et l'exploitation d'oléoducs pourrait être envisagée sous forme de partenariat public privé. Les responsables irakiens indiquent que des discussions en ce sens sont engagées avec les majors pétroliers. Les perspectives de réalisation s'inscrivent dans le moyen terme.

### 1. Le secteur pétrolier, pilier de l'économie irakienne

L'Irak est le 5<sup>ème</sup> producteur mondial de pétrole et le 2<sup>ème</sup> producteur de l'OPEP avec une production moyenne de 4,3 millions de barils/jour (Mb/j) en 2025. Les réserves sont estimées à 145 milliards de barils, soit 95 années de production au niveau actuel. Les champs pétroliers de la région de Bassora au sud du pays représentent plus de 90% de la production nationale. Le nord de l'Irak (Kirkouk, région autonome du Kurdistan) recèle cependant des réserves importantes. Le pays exporte 80% de sa production de pétrole brut (3,4 Mb/j en 2025) pour des recettes d'exportation de 84 Mds USD en 2025, contre 94 Mds USD en 2024 et 98 Mds USD en 2023. Cette diminution des recettes résulte d'un effet prix sachant qu'en volume, les ventes ont été quasi stables sur la période.

L'Irak est extrêmement dépendant de l'activité pétrolière qui a représenté en 2025 40% du PIB, 88% des recettes publiques et 99% des recettes d'exportation. Cette exposition rend les performances économiques du pays très vulnérables aux fluctuations des cours du baril et au niveau de la production de pétrole, encadrée par les décisions de l'OPEP.

**Les principaux acheteurs du pétrole irakien** sont la **Chine** (1,2 Mb/j, 33% du total des exportations), l'**Inde** (1,0 Mb/j), la **Corée du sud** (0,3 Mb/j), les Émirats arabes unis (0,3 Mb/j) et les États-Unis (0,2 Mb/j). Les trois premiers clients asiatiques ont représenté près de 75% du total des exportations de pétrole de l'Irak en 2025. L'**Europe** est le principal marché de l'Irak hors Asie avec 677 000 b/j exportés en 2024, soit 20% du total des ventes.

### 2. Le conflit régional a mis au grand jour la forte vulnérabilité des activités pétrolières

En raison du conflit, **la production de pétrole s'est effondrée en l'absence de possibilités d'exportations de volumes importants**. Avant le conflit, 95 % des exportations du pétrole irakien transitait par le détroit d'Ormuz. La production a chuté de 4,2 M b/j début 2026 à 1,4 M b/j en mai. Sur ce mois, les exportations sont estimées à 0,3 M b/j, soit une baisse de plus de 90% par rapport au niveau d'avant-guerre (3,4 M b/j). En cas d'arrêt prolongé de la production et des exportations de pétrole, l'Irak serait confronté à un effondrement de ses recettes budgétaires, un creusement rapide de son déficit public déjà en hausse ces dernières années, et une pression forte sur le dinar et ses réserves de change.

Dans un scénario de reprise de la libre circulation des voies maritimes, il faudrait entre quatre à six mois à l'Irak pour retrouver 80% de sa production et par voie de conséquence son volume d'exportations de pétrole d'avant conflit.

**Actuellement, sur un volume total d'exportations de 300 000 barils/jour, environ 200 000 b/j sont exportés via l'oléoduc qui relie la région autonome du Kurdistan au port de Ceyhan en Turquie (oléoduc Iraq Türkiye Pipeline, ITP).** Cet oléoduc a une capacité de transport de 700 000 b/j dans sa partie kurde (Kurdistan Pipeline Company) et de 1,5 M b/j de la frontière turque au port de Ceyhan (600 km). Suite à un accord mi-mars entre les autorités fédérales et kurdes, une partie de la production des champs de Kirkouk (proches du Kurdistan) est exportée par cet oléoduc. Selon

la SOMO, entreprise publique ayant le monopole des exportations de pétrole, sur les 200 000 b/j exportés, 180 000 b/j proviennent des champs de Kirkouk et 20 000 b/j de la région du Kurdistan. A noter que l'oléoduc connectant les champs de Kirkouk au Kurdistan Pipeline a une capacité limitée à 250 000 b/j.

**L'accord bilatéral qui régit l'utilisation l'oléoduc Iraq Türkiye Pipeline (ITP) expire fin juillet 2026.** La Turquie a indiqué vouloir renégocier un accord plus large de coopération bilatérale en matière d'énergie (utilisation de l'ITP, investissements turcs dans la rénovation du tronçon Haditha-frontière turque, interconnexions électriques,...). L'Irak propose une extension d'une année de l'accord expirant fin juillet pour se donner le temps de la négociation/signature d'un nouvel accord.

Ponctuellement, des navires chargés de pétrole irakien (environ 2 M de barils par tanker), principalement battant pavillon chinois, sont autorisés à franchir le détroit d'Ormuz, à un rythme jusqu'au mois de mai de deux à trois passages par mois. Résultat positif des exportations maritimes pour le mois de juin : au 10 juin, 12 millions de barils ont été exportés (six chargements de navires VLCC, *very large crude carrier*), soit 1 million de barils/jour (M b/j).

Des exportations de produits pétroliers (fuel oil) par voie terrestre vers la Syrie ont commencé début avril. Environ 160 000 b/j sont transportés par quelques 700 camions depuis deux mois. La SOMO vend le fuel oil à des entreprises de transport privées. Les infrastructures logistiques syriennes sont insuffisantes (déchargement, station de pompage, stockage). Des entreprises irakiennes sont présentes à Baniyas pour améliorer les infrastructures. SOMO envisage d'ouvrir un bureau en Syrie. Des discussions sont en cours avec la Syrian Petroleum Company (SPC) pour du transport de pétrole brut par camion.

### **3. La diversification des infrastructures d'exportation de pétrole apparaît comme une nécessité**

Dès avant le conflit, les autorités irakiennes exprimaient une **volonté de construire un réseau moderne d'oléoducs pour accroître les exportations par voie terrestre**. L'embolie provoquée par la fermeture du détroit d'Ormuz a fait prendre pleinement conscience aux autorités de la vulnérabilité de leur dispositif d'exportations de pétrole. Par ordre de priorité et de stade d'avancement décroissants, les projets d'oléoducs suivants sont considérés :

- **oléoduc reliant Bassora (sud) à Haditha (ouest, province de l'Anbar) de 700 km et de capacité de 2,25 Mb/j.** Annoncé dès juin 2024, cette conduite sera parallèle à un oléoduc existant (Iraq Strategic Pipeline construit en 1975), de faible capacité (300 000 b/j) en raison de sa vétusté. Le coût du projet est estimé à 4,6 Mds USD. Les délais nécessaires à la structuration du financement et à la sélection des entreprises de construction ne devrait pas permettre un début des travaux avant 2027.

Ce premier tronçon ouvrira la voie à trois oléoducs :

- o **oléoduc Haditha-Baiji-Fishkhabour (frontière turque) de 400km et de capacité de 1 M b/j.** Fishkhabour est le point de connexion avec l'oléoduc du Kurdistan vers le port turc de Ceyhan. L'oléoduc augmentera les capacités d'exportation des champs de Kirkouk et permettra d'exporter du pétrole produit dans le sud du pays. La portion d'oléoduc Baiji-Fishkhabour, construit en 1976 a été endommagée à plusieurs reprises, en 2003 et en 2013 et fait actuellement l'objet de réparations ;
- o **oléoduc de Kirkouk au port de Baniyas (Syrie) via Haditha, de 800 km de capacité envisagée entre 1,5 et 2 M b/j** avec une possible extension vers Tripoli (Liban). L'oléoduc historique entré en exploitation en 1952 avait une capacité de 700 000 b/j. Endommagé en 2003, il n'a plus été utilisé depuis. Des discussions ont débuté en 2025 entre les autorités irakiennes et syriennes pour la construction d'un nouvel oléoduc Haditha-Baniyas (600km). Cette conduite donnerait second accès à la Méditerranée (en plus de Ceyhan) au pétrole irakien issu du bassin de Bassora comme de celui de Kirkouk. Le coût estimé du projet est de l'ordre de 5 Mds USD ;
- o **oléoduc de Haditha au port d'Aqaba (Jordanie) de 900km et de capacité de 1 M b/j.** Ne donnant pas un accès direct à la Méditerranée, ce projet est moins prioritaire que celui vers la Syrie.

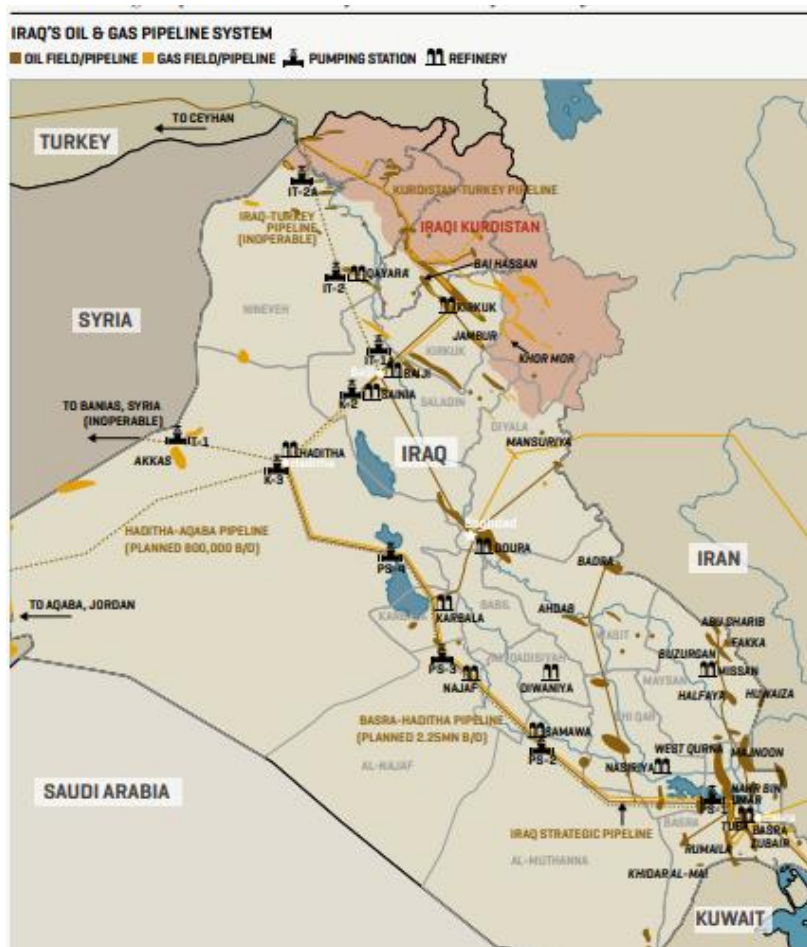
**Tous ces projets de construction de voies terrestres d'exportation de pétrole offrant des alternatives au terminal pétrolier du port d'Um Qasr au sud du pays ont été envisagés depuis de plusieurs décennies sans jamais se concrétiser.** Avec la fermeture du détroit d'Ormuz, l'Irak a pris pleinement conscience de la vulnérabilité de son dispositif d'exportations de pétrole.

Compte tenu du coût de ces infrastructures et de la rareté des ressources budgétaires pour les financer, le gouvernement irakien devrait être contraint d'inviter des groupes pétroliers privés à investir dans la réalisation et l'exploitation de certains de ces oléoducs. Les majors pétroliers (Chevron, BP, ENI, TotalÉnergies) pourraient s'intéresser à ces projets d'oléoducs dans le cadre de négociations avec les autorités irakiennes liant les investissements dans des oléoducs à de nouveaux contrats de production de pétrole en Irak.

**Le projet Haditha-Baniyas s'inscrirait dans une perspective de moyen long terme**, sachant qu'au préalable, il conviendra de construire le tronçon initial, de Bassora à Haditha, d'un coût estimé à 4,6 Md USD, à ce jour non financé, et dont aucun contrat de travaux n'est encore en négociation. Les entreprises chinoises, très implantées dans le secteur pétrolier en Irak, sont de loin les plus compétitives pour la construction d'oléoducs.

A plus long terme, des projets d'oléoducs et de gazoducs depuis les pays du Golfe vers la Turquie pourraient être envisagés comme voies d'exportations alternatives au détroit d'Ormuz.

En parallèle à ces projets, l'Irak cherche à augmenter ses capacités de stockage de pétrole en dehors du pays, pour constituer des réserves stratégiques et anticiper ce type de crise. Un accord a été signé avec Oman et des discussions sont en cours avec l'Indonésie et la Malaisie.



Laurent Estrade